



Fac médecine : remise de toges aux agrégés reçus au 22ème Concours du CAMES



La faculté de Médecine, Pharmacie et d'Odontologie de l'UCAD organise, samedi, la cérémonie solennelle de remise de toges aux agrégés reçus au 22ème Concours d'Agrégation de Médecine, Pharmacie, Odontologie et Médecine vétérinaire du CAMES, annonce un communiqué transmis à l'APS.

La cérémonie est prévue à partir de 09 heures au grand amphithéâtre de l'UCAD II sous la présidence de Dr El Hadji Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Le concours d'agrégation du CAMES s'est tenu à Conakry (Guinée) au mois de novembre 2024, rappelle le communiqué.

Il précise que les récipiendaires des universités de Thiès et de Bambey seront célébrés à Dakar.

La même source indique que "devant leurs familles et proches, les lauréats seront habillés de la toge de Professeur agrégé par leurs maîtres et recevront leur diplôme conformément à la tradition universitaire".

Lors du dernier concours du CAMES, l'UCAD a obtenu 28 admis sur 29 candidats présentés soit un taux de réussite de 96,55%, rappelle le communiqué, soulignant que parmi les lauréats, 12 sont les majors de leur jury.

<https://aps.sn/fac-medecine-remise-de-toges-aux-agreges-re-cus-au-22eme-concours-du-cames-samedi/>

NATIONALE

L'Ucad honore deux éminents historiens



L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar abrite, depuis hier, jeudi 20 février, un colloque international de trois jours sur les « Dynamiques autour du fleuve Sénégal ». Une manière, pour cette institution, de rendre hommage aux professeurs Boubacar Barry et Abdoulaye Bathily. Deux figures qui ont marqué de leur empreinte, la recherche en sciences humaines et sociales.

C'est dans une atmosphère empreinte de solennité et de reconnaissance que l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a honoré les professeurs Boubacar Barry et Abdoulaye Bathily. Ces deux éminents historiens, dont les travaux ont façonné la compréhension des dynamiques historiques africaines, notamment autour du fleuve Sénégal, ont reçu un hommage appuyé des autorités académiques, scientifiques et politiques, hier, à l'occasion d'un Colloque international portant sur les « Dynamiques autour du fleuve Sénégal ».

Plusieurs personnalités académiques et politiques qui ont tenu à marquer de leur présence cet événement de trois jours (20-21 et 22 février) en ont profité pour saluer l'engagement intellectuel des deux historiens ainsi que « leur apport inestimable à la connaissance historique de l'Afrique ». Aminata Niang Diène, Recteur par intérim de l'Ucad, qui a ouvert le colloque, a rappelé le rôle que ces deux figures de l'historiographie africaine ont joué dans le paysage universitaire africain. « L'Ucad est honorée d'accueillir ce colloque international qui vise à rendre hommage à deux illustres enseignants-chercheurs. Ils font la fierté de leurs collègues, de leurs étudiants et de notre institution tout entière », a indiqué Mme Diène.

Elle a souligné leur contribution dans la structuration des études historiques en Afrique, évoquant, dans la foulée, leur rigueur scientifique et leur influence sur plusieurs générations d'étudiants. « Les professeurs Barry et Bathily sont incontestablement des bâtisseurs d'hommes, des scientifiques dont la réputation a franchi, depuis longtemps, les frontières du Sénégal », a-t-elle ajouté

https://lesoleil.sn/actualites/education/lucad-honore-deux-eminents-historiens/?fbclid=IwY2xjawllWHVleHRuA2FlbQlxMQABHcw5mJEWj3RiN-2bOJVXmBoTGOhu57MICyrfShYOpFCu3Em3DrOLDAJbmQ_aem_8_aYFcMbXV_azqTFHTCMQ

Evaluation Pasec 2024 : 10 jours de réflexion autour des outils d'analyse des systèmes éducatifs



Les enjeux de l'évaluation des systèmes éducatifs préoccupent fortement les pays membres de la Conférence des ministres de l'Education des Etats et gouvernements de la Francophonie (Confemen). C'est le sens de l'atelier ouvert à Dakar pour préparer les équipes nationales dans la collecte des données de l'évaluation Pasec 2024.

Selon Abdel Rahamane Baba-Moussa, dans son discours introductif, l'évaluation des apprentissages est un moyen qui permet d'apprécier le niveau de maîtrise des connaissances et des compétences des élèves dans une discipline donnée. Elle est un instrument de contrôle, de suivi et de pilotage de la qualité de l'éducation, et contribue à mieux cibler les politiques éducatives pour plus d'efficacité, d'équité.

Le Secrétaire général de la Confemen a soutenu que le Pasec a atteint une dimension internationale reconnue qu'il est important de préserver. De 10 pays en 2014 à 14 pays en 2019, ledit programme est actuellement à 21 pays pour le troisième cycle d'évaluation, Pasec 2024, avec une diversité d'aires géographiques (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Sud) et linguistiques (français, anglais et portugais), en plus de plusieurs langues nationales (haoussa, zarma, malagasy, bamanakan, kirundi, mandingue, pulaar, sereer, soninké, wolof).

Le ministre de l'Education nationale, en présidant l'ouverture de l'atelier, a réaffirmé l'engagement du Sénégal dans le Pasec 2024 pour mieux assurer la transformation systémique de l'éducation et garantir davantage l'atteinte de l'ODD 4. Pour Moustapha Mamba Guirassy, la problématique de l'évaluation est au centre de la gestion de la qualité des systèmes éducatifs qui, elle-même, est au cœur des stratégies de développement, fortement dépendante des capacités des ressources humaines.

<https://lequotidien.sn/confemen-evaluation-pasec-2024-10-jours-de-reflexion-autour-des-outils-danalyse-des-systemes-educatifs/>

4ème édition Dictée Pgl : Rufisque et Thiès remportent la palme



Une forte émotion, c'est le sentiment que l'on pouvait lire sur les visages des deux lauréates de la finale nationale de la Dictée Paul Gérin Lajoie, lors de la délibération des résultats. A l'issue de la compétition, Mame Fatou Fall Seck de l'école élémentaire Immaculée conception de Rufisque et Oumou Khaïry Cissé de l'école Espace d'excellence de Thiès sont sacrées championnes, avec respectivement 18/20 et 17/20.

« Je suis vraiment contente. Je dédie cette consécration à mes parents qui m'ont beaucoup soutenue en m'achetant beaucoup de livres », s'est félicitée Mame Fatou Fall Seck. Quant à Oumou Khaïry Cissé, submergée de joie, ne pouvait contenir ses larmes. Tout en pleurs, elle a dit être fière d'elle-même. « Je suis très contente. Je ferai de mon mieux pour représenter dignement le Sénégal au Canada pour la grande finale internationale. » Ils étaient 32 élèves venus des 16 académies du Sénégal pour disputer la finale. La Dictée Paul Gérin Lajoie constitue un fort moment d'intégration, de connaissances et d'échanges interculturels qui unit les nations de la Francophonie. Selon la Secrétaire générale du ministère de l'Education nationale, la Dictée Pgl représente, pour les élèves et leurs enseignants, un exercice pédagogique qui suscite un intérêt particulier.

L'objectif est de contribuer chez les jeunes au développement de qualités intellectuelles et humaines qui leur permettront d'accroître leur habileté à s'exprimer correctement en français. Pour Khady Diop Mbodj, au regard des différents thèmes développés, la Dictée Pgl contribue également à ouvrir des fenêtres sur le monde dans le but de favoriser une meilleure connaissance de l'autre, la solidarité, le partage, le goût d'apprendre et d'entreprendre.

<https://lequotidien.sn/education-4eme-edition-dictee-pgl-rufisque-et-thies-remportent-la-palme/>



Gabon : le gouvernement renforce la formation des formateurs

Le gouvernement du Gabon a dévoilé un projet visant la création de trois établissements destinés à la formation des formateurs. Il s'agit de l'Institut de formation des professeurs d'écoles, de l'Institut de formation aux métiers de l'éducation et de l'Institut de formation à l'enseignement technique et professionnel. Ce projet a été exposé et adopté lors du Conseil des ministres tenu jeudi 13 février.

D'après le communiqué final du conseil, « la création de ces instituts vise à améliorer l'offre de formation au profit des enseignants de l'enseignement pré-primaire, primaire, général, technique et professionnel, tout en mettant en œuvre les réformes pédagogiques engagées ».

Cette initiative s'inscrit dans le plan de réforme du système éducatif engagé dans le pays. Cette dernière, qui place l'enseignant au cœur du système, entend réduire le déficit qualitatif et quantitatif dans ce corps de métier. En janvier dernier, la ministre de l'Éducation nationale, Camelia Ntoutoume Leclercq, a reconnu que le déficit d'enseignants dans le pays était un frein à une éducation de qualité. Le membre du gouvernement a évalué à 1347 le déficit d'enseignants, avec les filières scientifiques comptant parmi les plus touchées par ce déficit.

Les nouveaux établissements seront gérés par le ministère de l'Éducation nationale, organisé autour d'un conseil d'administration, d'une direction générale, d'une agence comptable, ainsi que de conseils scientifique, de classe et de discipline. Cette disposition permettra à ce département ministériel de contrôler la qualité et la quantité des enseignants formés. Il faut dire que jusqu'ici, les enseignants étaient formés au sein de l'École normale supérieure, qui fait l'objet de tensions administratives au sein du gouvernement.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1902-125961-gabon-le-gouvernement-renforce-la-formation-des-formateurs>



Mali : Reprise des cours après plusieurs semaines de grève



Après trois semaines de paralysie, les cours reprennent enfin ce lundi 17 février 2025 dans les universités publiques du Mali. Cette reprise fait suite à la suspension du mot d'ordre de grève des enseignants-chercheurs du supérieur, qui réclamaient de meilleures conditions de travail et le respect des engagements pris par l'Etat. Lancée le 27 janvier par la Coordination des syndicats de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CSEC), cette grève de plus de trois semaines a perturbé le calendrier universitaire. De nombreux étudiants se sont retrouvés bloqués, certains en pleine période d'examens, tandis que d'autres craignent un allongement de l'année académique.

« Nous avons perdu beaucoup de temps, et nous espérons que des solutions durables seront trouvées pour éviter ces interruptions à répétition », témoigne Adam Diarra Diallo, étudiant en droit à l'USJPB. Dans un communiqué en date du 14 février, co-signé par Dr Alou Diarra du CEN-SNESUP et Dr Bakary Berthé, les enseignants-chercheurs ont présenté l'évolution du combat engagé depuis le 30 décembre 2024 pour l'application de la prime de recherche, conformément au décret N°2017-0850/P-RM portant modalités d'application de l'ordonnance N°2017-036/P-RM relative au statut des enseignants-chercheurs du Mali.

Un retour sous conditions

À l'issue des travaux de la commission, les syndicats disent soumettre leurs propositions. Il s'agit notamment « de définir le contenu de la prime de recherche, d'en fixer les modalités d'application et, par la suite, de déterminer les montants alloués ».

Les syndicats précisent que cette suspension de la grève, dans tous les IESR du Mali, est le résultat de l'ouverture des négociations avec le gouvernement.

Toutefois, les grévistes avertissent que si les travaux de la commission venaient à être interrompus, la coordination en tiendrait le gouvernement pour responsable et relancerait la grève sans préavis.

<https://www.maliweb.net/education/universites-enseignants-chercheurs-reprise-des-cours-apres-plusieurs-semaines-de-greve-3095873.html>

Nigeria : 1 million de jeunes à former à l'IA



Selon les estimations, le Nigeria doit miser sur la formation et le développement des infrastructures s'il veut tirer profit de l'IA. Avec ces préalables, l'exploitation de cette technologie pourrait contribuer à hauteur de 15 milliards de dollars dans le PIB.

Le géant américain de la technologie, Microsoft a annoncé un investissement d'une valeur d'un million de dollars pour approfondir la formation dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) au Nigeria.

L'annonce du financement a été faite par Olatomiwa Williams, directrice nationale de Microsoft au Nigeria et au Ghana, lors du Microsoft AI Tour à Lagos, au Nigeria. L'évènement qui s'est tenu mercredi 19 février a réuni les dirigeants d'entreprises et les responsables informatiques l'occasion d'explorer les derniers produits Microsoft Cloud et IA à travers des exemples concrets, des démonstrations et des échanges avec des experts du secteur. Dans son annonce, la directrice a fait savoir que le financement sera étendu sur les trois prochaines années et va permettre de toucher un million de jeunes dans le pays. « C'est un investissement important dans nos efforts pour s'assurer que tout le monde a accès aux bonnes compétences dont ils ont besoin pour vraiment non seulement utiliser l'IA, mais pour construire des solutions sur l'IA, construire des entreprises sur l'IA qui restent un moyen de subsistance durable pour les Nigérians. », a-t-elle déclaré.

Selon le rapport du cabinet de conseil Public First sur le marché du numérique au Nigeria, l'IA peut permettre au pays de soutenir ses ambitions de croissance. Le cabinet estime que si le pays investit dans la ressource humaine et les infrastructures, l'IA pourrait contribuer jusqu'à 15 milliards de dollars dans le PIB nigérian.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2002-126018-nigeria-microsoft-annonce-1-million-usd-pour-former-1-million-de-jeunes-a-l-ia>

France : un rapport menace de suppressions des licences et masters dans les quartiers populaires



Dans son dernier rapport, le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) met en cause le fonctionnement de nombreuses licences et masters d'universités de zones populaires. Un discours qui menace des suppressions de filières et la mise en place d'une université à deux vitesses. A l'Université de Picardie Jules Verne d'Amiens, l'université de Lille ou encore celle de Nanterre, Créteil ou Paris 8-Saint Denis, le nombre de formations qui ont reçu un avis défavorable est particulièrement important, et concerne parfois près de la moitié d'entre elles. Les formations de philosophie, d'arts ou psychologie sont particulièrement touchées. À terme, ces avis pourraient aboutir des fermetures de licences ou de masters, des non-renouvellement de postes, des baisses de financement.

Paris 8, Nanterre, Amiens : des facs populaires particulièrement visées

Dans le contexte d'austérité record, avec 1,3 milliard de coupes budgétaires dans les universités et 3000 emplois directement menacés selon France Universités, cette annonce est particulièrement alarmante. Créée en 2014, le HCERES est une institution paragouvernementale qui a pour fonction de surveiller et noter l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur et la recherche pour donner des indications aux différents gouvernements, notamment dans le cadre du pilotage de la restructuration des universités publiques débutée avec la loi LRU, ordonnée dès 2007 par Valérie Pécresse et Patrick Hetzel. Alors que l'acte II de la LRU est en préparation, le nouveau rapport du HCERES vient ainsi pointer les prochaines universités à être menacées. Guillaume Gellé, Président de France universités jusqu'à janvier 2025 et un temps candidat à la direction du HCERES, résumait bien les objectifs de l'institution, estimant que « par les évaluations indépendantes qu'il produit, il doit être le régulateur de l'acte II de l'autonomie ».

<https://www.revolutionpermanente.fr/Casse-de-l-universite-un-rapport-menace-de-suppressions-des-licences-et-masters-dans-les-quartiers>